

# Communistes

www.PCF.fr

**Dermatose nodulaire**

## Une autre stratégie est possible

(p. 3)

Vidéo



Ultrariches,  
travail et  
réindustrialisation :  
le débat  
Roussel-  
Martin  
sur BFM TV

## Fabien Roussel en Meurthe-et- Moselle (p. 4)

## Assistés

Après les entreprises qui délocalisent, voilà les patrons qui à leur tour se débinent. C'est du moins ce que prétend *Le Parisien* qui consacre deux pleines pages à un dossier intitulé « Les patrons quittent le navire France ». Selon l'article, ces darons rêvent de pays sans impôts, sans cotisations sociales. Dubaï par exemple. Car en France, dit l'un d'entre eux, le PDG de l'entreprise Redex, indigné : « Il y a une opération de communication sur les aides aux entreprises qui nous a fait passer pour des assistés vivant aux crochets de l'État. » C'est qu'ils sont susceptibles ces gens-là. Suffit de leur dire qu'ils empochent 200 milliards de cadeaux et, vexés, ils se tirent... ☹

Gérard Streiff

**SOUSCRIPTION** (cliquez)

Je verse : ..... €

« Donnez au PCF  
les moyens d'intervenir »

Chèque à l'ordre de « ANF PCF : 2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19

# BIENTÔT NOËL, PRÉPAREZ VOS COMMANDES



## LES RENDEZ-VOUS MILITANTS

Pour faire connaître vos initiatives, faites-le savoir par mail à Léna Mons < [Imons@pcf.fr](mailto:Imons@pcf.fr) >

**19 décembre, à partir de 18 h** : L'Huma-café® de Nantes : Qu'est-ce qu'une femme ? Avec Patricia Lemarchand, médecin (pneumologue) et professeure de biologie cellulaire à Nantes Université. Elle a dirigé avec Muriel Salle l'ouvrage Qu'est-ce qu'une femme ? Catégories homme/femme : débats contemporains (éd. Matériologiques, 2023). Par ailleurs, elle travaille à mettre en lumière les inégalités d'accès aux soins médicaux hommes-femmes. Lieu Unique, Nantes (44)

**19 & 20 décembre** : Les communistes du Bassin d'Arca-chon fêtent les 80 ans de la sécurité sociale avec deux expositions, celle de l'Institut histoire sociale de la CGT 33 et celle du PCF. Vendredi, à partir de 14 h, inauguration de l'exposition ; 18 h, apéritif dinatoire ; 19 h, projection du film La Sociale. Samedi, de 10 h à 19 h, l'exposition continue, avec en plus des projections de vidéos ; à 15 h, débat. Salle des Lugées, Arès (33)

**12 janvier, à partir de 18 h 30** : Vœux de Fabien Roussel. Inscription en ligne : [https://www.pcf.fr/voeux\\_fr\\_2026](https://www.pcf.fr/voeux_fr_2026) Siège du PCF, Paris (75019)

**Fabien Roussel**  
secrétaire national  
et la direction du PCF  
sont heureux de vous convier  
à la réception des vœux qui aura lieu  
**Lundi 12 janvier 2026 à 18h30**

2, place du Colonel-Fabien  
Paris 19<sup>e</sup> - M<sup>o</sup> Colonel-Fabien  
Merci de confirmer votre participation  
en vous inscrivant sur le lien suivant :  
[https://www.pcf.fr/voeux\\_fr\\_2026](https://www.pcf.fr/voeux_fr_2026)

**Communistes**  
**reprend ses parutions**  
**LE 7 JANVIER 2026**  
**Toute l'équipe vous**  
**souhaite de bonnes fêtes**



# Dermatose nodulaire

## Une autre stratégie est possible

**C**inq mois après l'apparition du premier cas de DNC en Savoie, 110 foyers détectés dans 10 départements et plus de 3 000 bovins abattus, l'État ne peut rester sourd aux revendications des éleveurs. Si les mesures d'abattage total auraient pu se justifier au début de l'épidémie, elles s'avèrent aujourd'hui non seulement inefficaces mais aussi dangereuses socialement et économiquement pour de nombreuses exploitations familiales et pour les territoires dans lesquels elles s'inscrivent. Cette politique sanitaire ne tient pas compte du travail de sélection génétique effectué depuis des décennies – voire des générations – par les éleveurs. Un troupeau n'est pas un moyen de production comme un autre. Difficilement substituable car non standardisé, il est issu de longues années de relations de travail entre éleveurs et animaux, d'où une forte attache émotionnelle.

C'est pourquoi le Parti communiste français s'oppose aujourd'hui à l'abattage total et systématique des troupeaux infectés. Il demande au gouvernement de mettre en œuvre une stratégie sanitaire hybride, proportionnée et fondée sur un solide socle scientifique. Cette politique doit reposer sur la vaccination, l'abattage sélectif, la mise en quarantaine et le suivi sanitaire des troupeaux comme le propose une intersyndicale agricole inédite qui doit être écoutée.

Sans nier la dangerosité de la maladie ni se substituer à l'expertise vétérinaire, les problèmes soulevés par cette énième crise sanitaire sont éminemment politiques. Un animal reste un être sensible et le sujet soulève d'importantes questions de condition animale. Le PCF dénonce une stratégie gouvernementale guidée par les seuls intérêts commerciaux de la France et soumises aux injonctions libérales de l'Union européenne. Face aux conséquences désastreuses de l'abattage total pour les éleveurs concernés mais aussi pour l'ensemble de notre

agriculture et de territoires ruraux déjà en grande difficulté, le maintien du statut « indemne » de DNC du territoire français ne peut être le seul critère à prendre en compte pour élaborer une stratégie de lutte à la hauteur des enjeux. Ce point est d'autant plus important quand on sait que la DNC ne présente aucun risque pour la santé humaine et que le taux de mortalité des animaux est inférieur à 10 %. En ce sens, le Parti communiste français exige des stratégies de défense sanitaire détachées des intérêts du capital pour répondre en premier lieu aux besoins des populations et de celles et ceux qui travaillent.

Les communistes défendent également la mise en œuvre de mesures préventives, notamment la généralisation de la vaccination du cheptel, et exigent :

- Un assouplissement de la réglementation sanitaire européenne empêchant d'exporter un animal vacciné contre la DNC pendant 14 mois et la négociation d'accords de coopération entre États, à l'image des accords passés avec la Suisse et l'Italie qui acceptent, sous conditions, d'importer des bovins issus de zones vaccinales françaises ;

- La mise en place d'un grand service public vétérinaire, visant à sécuriser les chaînes de fabrication et de distribution de vaccins pour les animaux d'élevage. Constitué d'un pôle public de la santé animale (à l'instar du pôle public du médicament que le PCF appelle de ses vœux), et en lien avec les Groupements de défense sanitaire (GDS) et les vétérinaires, il garantirait la juste répartition des vaccins entre les éleveurs ;

- L'intégration des aspects sanitaires dans le régime public d'assurance et de gestion des risques que le PCF promeut, à l'image de la proposition de loi déposée par le groupe GDR à l'initiative d'André Chassaigne en 2020. Dans le même temps, la DNC intervient dans un contexte

# DERMATOSE NODULAIRE CONTAGIEUSE



où le cheptel bovin français a perdu 1 million de vaches ces 8 dernières années. Le PCF refuse de laisser la décapitalisation bovine se poursuivre à ce rythme et dénonce des politiques publiques qui n'ont pas su œuvrer à rémunérer justement les éleveurs et permettre le renouvellement des générations. Pour les communistes, l'élevage durable constitue la pierre angulaire d'une nécessaire transformation agro écologique basée sur la complémentarité entre animal et végétal, le maintien des prairies permanentes et le développement d'exploitations agricoles à taille humaine s'appuyant sur un réseau dense d'outils d'abattage et de transformation de proximité. ✳

**Paris, le 14 décembre 2025**  
Parti communiste français

## En passant par la Lorraine, terre de travail, de luttes et de solidarités

**P**rogramme chargé pour Fabien Roussel, 24 heures en Meurthe-et-Moselle autour d'un fil conducteur : le travail.

Le travail des ouvriers, techniciens et ingénieurs de Saint-Gobain PAM d'abord. À Pont-à-Mousson, on produit de la fonte ductile depuis 1856, à partir des deux derniers hauts-fourneaux en activité de Lorraine, pour en faire des tuyaux. Dans le prolongement de cette usine qui compte encore environ 700 salariés, on trouve la fonderie de Blénod-lès-Pont-à-Mousson, où 350 salariés fabriquent des regards, des avaloirs et des plaques d'égout que vous retrouvez dans le monde entier. En près de 170 ans d'activité, les générations de travailleurs qui se sont succédé dans cette usine ont développé un savoir-faire qui fait de l'entreprise un des leaders mondiaux de la fabrication et de la commercialisation de solutions complètes pour l'adduction d'eau et l'assainissement. Elle est aujourd'hui confrontée à un double défi, au cœur des échanges entre Fabien Roussel, les dirigeants de l'usine, les salariés et leurs représentants syndicaux.

La concurrence internationale d'une part, forcément déloyale, soumet l'activité à une forte pression. Pour faire face, il y a la commande publique, c'est le principal débouché de SG PAM. Pour favoriser les entreprises françaises et européennes, les collectivités peuvent s'appuyer sur les clauses de réciprocité. Seule une poignée d'intercommunalités (dont la métropole du Grand Nancy) le font. Voilà une belle bataille politique en perspective pour les communistes. La décarbonation d'autre part, un chemin dans lequel est déjà engagée l'entreprise, mais le plus grand défi est devant : il s'agit de remplacer les derniers haut-fourneaux par un four électrique, en maintenant la qualité du produit, soit 180 à 200 M€ d'investissement, dont 43 M€ de subventions publiques. Pour dégager des marges de

financement, la direction du groupe a récemment cherché à imposer un « pacte social » remettant en cause de nombreux acquis des salariés. Une mobilisation sociale historique en septembre dernier a débouché sur un accord signé par la CGT, syndicat majoritaire, après consultation des salariés. De l'importance d'avoir dans nos entreprises des syndicats forts...

Le travail dans tous ses états ensuite, comme capacité humaine pour vivre correctement, pour répondre aux besoins humains et à l'urgence climatique, pour faire front face à la voracité du capital et à l'extrême droite qui divise. Le soir, en présence de Silvana Silvani, sénatrice, et de nombreux élus de Meurthe-et-Moselle, une rencontre « avec vous, sans tabou » a réuni une centaine de personnes à Blénod et permis de nombreux échanges à partir d'interventions et de témoignages de salariés de la santé, de l'industrie, de l'énergie, du travail social, de retraités ou encore de jeunes étudiants. Un format direct et en grande proximité, très apprécié par les participants.

Le travail comme vecteur d'intégration sociale enfin, avec une dernière visite sur le bassin de Pont-à-Mousson : l'association « Solidarité nationale et internationale », dont les bénévoles et salariés accompagnent des personnes éloignées de l'emploi et en situation de grande précarité, autour de projets locaux de transition écologique, ou de coopération internationale.

De riches échanges donc, sur un territoire historiquement ancré à gauche mais qui a basculé politiquement en juin 2024 avec l'élection d'un jeune député du Rassemblement national. De quoi renforcer notre conviction que la gauche, si elle veut contribuer efficacement à l'unité des classes populaires et redevenir majoritaire dans le pays, doit renouer avec ce fil conducteur du travail. Une conviction qui mobilise pleinement Julien Hézard,



délégué de l'usine visitée et élu aux solidarités dans sa commune de Blénod, et tous nos camarades sur cette circonscription ouvrière et populaire.

Le déplacement de notre secrétaire national s'est terminé à Nancy par une rencontre avec Mathieu Klein, premier magistrat de la ville. Ce sont d'abord deux maires qui ont échangé sur l'austérité budgétaire imposée aux communes. À Nancy et en Meurthe-et-Moselle, les forces de gauche et écologistes agissent ensemble dans le respect de leurs différences, se rassemblent autour de projets concrets pour améliorer la vie et protéger face aux crises multiples. Et ça fonctionne. Les deux responsables politiques se sont ainsi accordés sur une chose : l'enjeu fondamental aujourd'hui pour la gauche et les écologistes est bien de réussir ensemble les élections municipales. Une condition incontournable pour affronter les grands débats nationaux qui viennent et ouvrir des perspectives heureuses pour le pays. ✪

**Bora Yilmaz**

membre du Conseil national

# La laïcité, combat à poursuivre et à gagner

**N**ous venons de célébrer le 120<sup>e</sup> anniversaire de la loi de séparation de l'Église et de l'État. Il est révélateur du moment politique que ni le président de la République, ni le gouvernement, ni aucun des partis se revendiquant à tout instant d'un « arc républicain » n'aient éprouvé le besoin de marquer cet anniversaire. Et que le PCF ait été, à gauche, le seul à y avoir consacré une soirée de débat, le 1er décembre, sous la coupole de la place du Colonel-Fabien.

Voilà qui sonne comme un rappel : la laïcité républicaine n'est pas une simple disposition d'ordre public, établissant « la liberté de croire et de ne pas croire », comme certains le disent. Si elle n'est nullement une manifestation d'hostilité aux croyants, elle entend garantir la liberté de conscience, afin de permettre aux individus de se soustraire à tout despotisme politique et à toute pression inquisitoriale des religions. Elle est, par-là, indissociable des principes liés de justice, d'égalité des droits, de libre accès de tous les jeunes à une éducation de qualité et à l'esprit critique (ce qui est la mission même de l'école publique). Elle repose sur cette promesse humaniste et universaliste qui veut prémunir la société des fragmentations ethniques ou religieuses, autant que des affrontements communautaires. Ainsi est-elle, tout à la fois, la garantie de la souveraineté des citoyennes et des citoyens, et un instrument concourant à l'unité du monde du travail contre des divisions qui favorisent la domination d'un capital toujours prédateur. C'est de cette manière que la décrivait Jaurès.

Parce que l'exigence laïque repose sur cette démarche d'émancipation, les droites, les intégrismes de toute nature, les adversaires de la Raison et de la science auront toujours cherché à l'édulcorer, à en briser la cohérence, à aggraver

constamment un dualisme scolaire favorisant l'enseignement privé et creusant les inégalités sociales, à faire reculer les lois de la République face à la loi de Dieu décrétée prééminente.

De nos jours, la laïcité est de nouveau un enjeu majeur. Elle se voit prise en tenailles par des dérives identitaires en apparence ennemies mais en réalité jumelles. D'un côté, les tenants d'une idéologie occidentaliste la dévoient cyniquement en faisant de l'islam le principal problème de la France, et ils s'en prennent avec violence à nos compatriotes musulmans assimilés à des fondamentalistes voire à des terroristes. De l'autre, le totalitarisme théologico-politique qu'est l'islamisme s'oppose à l'universalisme issu des Lumières, rejette l'égalité entre hommes et femmes, défie la laïcité scolaire, développe des discours antisémites, et prône la supériorité de la Charia sur la démocratie.

La gauche se devrait donc d'être en première ligne pour défendre cette pierre d'angle de la République. Ce n'est plus tout à fait le cas, soit que certains s'inclinent devant un néolibéralisme s'employant à disloquer l'action publique jusqu'à l'école et dans les services publics, soit que d'autres se montrent complaisants devant les offensives intégristes ou les dérives essentialistes en prônant une « tolérance » devenue l'alibi de leur renoncement.

Les communistes s'honorent d'avoir, dès 1946, fait intégrer la visée laïque dans le préambule de la Constitution. Pour eux, plus que jamais, se rassembler autour de la laïcité est un combat. À renouveler en permanence !✳

**Christian Picquet**





Brochure du siège du PCF

10,00 € TTC

Illustrée par de nombreuses et superbes photographies, souvent inédites, ce recueil donne à voir cette « sublime forteresse » dessinée par Oscar Niemeyer.

<https://boutique.pcf.fr/produit/brochure-siege-pcf/>



# Mitry-Mory : L'enjeu de la santé

**M**itry-Mory, ville du nord-ouest de la Seine-et-Marne, est, par son histoire et sa géographie, une ville aux caractéristiques multiples. Frontalière du département de Seine-Saint Denis, située entre la métropole du Grand Paris et l'aéroport Charles-de-Gaulle, à la croisée d'axes routier majeurs, Mitry-Mory accueille 2 gares, 2 collèges, 1 lycée, la plus grande zone industrielles de son département, tout en préservant plus de 50 % de son territoire en espaces agricoles et naturels. Une situation particulière, qui donne de la force et de l'attrait à notre ville atypique, mais nous oblige à de nombreux enjeux et défis.

Avec l'équipe municipale que je conduis, rassemblement de la gauche élargie derrière un maire communiste, histoire désormais centenaire, nous avons pour engagement celui d'agir au quotidien pour permettre à nos concitoyens de mieux vivre, ici et maintenant, tout en préparant un avenir plus juste, plus solidaire et plus durable.

À l'instar de bien des villes soucieuses de la vie de tous ses habitants, nombreux sont les exemples qui pourraient être développés, sur l'éducation, l'accès à la culture, aux sports, à la citoyenneté, l'environnement, sans oublier les luttes pour les droits, l'emploi, le transport...

Mais si un sujet nous a particulièrement mobilisé ces dernières années, et qui emblématique, à mon sens, de la capacité des maires à répondre aux besoins de leurs habitants, à expérimenter en casant les idées fausses et les digues au recul social,

c'est celui de la santé. Bien que compétence pour le moins éloignée des responsabilités premières des communes, la question de l'accès aux soins arrive en tête des préoccupations de nos administrés. Et les communes sont en première ligne dès qu'il s'agit du quotidien des citoyens.

Comme de nombreuses communes, nous faisons face à une démographie médicale en berne, notre département, la Seine-et-Marne, étant classé 99<sup>e</sup> en nombre de médecins par habitant. Les raisons sont diverses : nombreux sont les médecins proches de la retraite sans perspective de reprise de la patientèle, une logique d'installation qui n'est plus évidente pour les médecins, y compris issus de notre territoire, un territoire étendu.

Alors nous avons fait le choix de l'offensive avec une politique à deux pans : - l'aide à l'installation de médecins libéraux dans des locaux communaux et un plan de communication volontaire ; - mise en place d'un Centre municipal de santé (CMS).

Si la première action est assez commune, elle nous a tout de même permis l'installation de quatre médecins sur la ville (généralistes et spécialistes). La deuxième, à rebours des politiques actuelles, en assumant au niveau local le droit par le service public à l'accès à la santé.

Aujourd'hui, le CMS accueille 5 médecins généralistes et 2 sages-femmes pour 20 000 consultations par an. Des médecins 100 % dédiés à l'activité médicale et salariés par la ville. Une double attractivité pour les professionnels, qui souhaitent se libérer de



la contrainte administrative et retrouver un rythme médical soutenable. Ainsi que pour le patient qui bénéficie d'une offre de proximité, de qualité et publique, tout en ayant la garantie d'un conventionnement en secteur 1.

Un succès qui, depuis 6 ans, ne se dément pas, mais qui n'est pas sans poser de nombreuses interrogations à l'heure où les moyens pour les collectivités s'amenuisent, où l'État abandonne les collectivités, où l'idéologie libérale remplace la nécessité de la réponse aux besoins humains.

Une chose est sûre, sur cette question comme dans de nombreuses autres, le volontarisme municipal démontre que Mitry-Mory avance, se transforme, s'adapte et continue de construire un avenir solide pour chacun. 🇫🇷

**Charlotte Blandiot Farid**

# Accès aux soins : Une coopération sanitaire mutuelle avec Cuba reste la solution !

L'appel lancé par Gaël Roblin, conseiller autonome de Guingamp, en mai 2023, a rebondi dès novembre de la même année à la Fête de l'Humanité Bretagne en s'élargissant à d'autres organisations (*Initiative Urgence Armor santé*) avec un ensemble de propositions. En février 2024, la venue de l'ambassadeur de Cuba a créé l'évènement en donnant de l'espoir. Des Cahiers de doléances ont permis à la population d'exprimer ses difficultés d'accès aux soins et de valider l'évaluation des besoins. Puis en mai, avec André Chassaigne, a été lancé un travail plus approfondi qui s'est poursuivi notamment, à travers les débats en 2025, aux fêtes de l'Humanité en Essonne avec le représentant du Parti communiste de Cuba, et en Bretagne avec un représentant de son ambassade. Ces actions interviennent dans la lutte idéologique menée par les États-Unis contre Cuba qui influent notre société et parfois mal connu y compris dans nos rangs.

Mercredi 10 décembre fut un nouveau pas dans ce cheminement. L'entrevue au ministère de la Santé obtenue par André Chassaigne, député honoraire, a permis de faire des avancées par ses interventions et celles d'Yannick Monnet, député PCF, du Dr Fabien Cohen, de Christiane Caro (Atelier citoyen santé Bretagne PCF), qui a remis des dossiers sur la situation et sur l'évaluation des besoins à Guingamp et dans les Hautes-Alpes, et de Jean-Michel Suau du Comité de défense et de promotion de

l'hôpital d'Alès et de la santé en Cévennes. Cette délégation a été entendue avec attention pendant plus d'une heure par le conseiller spécial de la ministre, en charge de la formation, des compétences, de l'attractivité des métiers et du dialogue social. Elle a pu exposer la situation et proposer une coopération médicale et d'échanges entre la France et Cuba dans un intérêt mutuel : enjeux de formation, de connaissances scientifiques et de pratique médicale... D'autres points plus complexes ont été soulevés. Ils nécessitent un travail en amont, mais sur le principe nous n'avons pas ressenti d'opposition de la part du ministère de la Santé. Il a été convenu d'avoir un rendez-vous avec le conseiller Santé de l'Élysée et avec la conseillère du ministère des Affaires étrangères.

Par ailleurs, à une interrogation de l'Atelier citoyen santé Bretagne PCF portant sur la remise en cause de places de formation supplémentaires en IFSI<sup>1</sup> créées dans le cadre du Ségur de la

santé, dont 230 en Bretagne, l'Atelier citoyen santé Bretagne PCF a pu obtenir une réponse favorable du ministère pour débloquer un budget supplémentaire incessamment. Nous resterons attentifs à la concrétisation des réponses positives obtenues. ✚

1. Instituts de formation en soins infirmiers (IFSI).

**Christiane Caro**

animatrice de l'Atelier Citoyen Santé Bretagne PCF

**Christiane Caro, André Chassaigne, la ministre de la Santé, Stéphanie Rist, le député Yannick Monnet, le docteur Fabien Cohen et Jean-Michel Suau du Comité de défense et de promotion de l'hôpital d'Alès, le 10 décembre au ministère de la Santé.**



# Retour du VIH chez les jeunes, la faute à qui ?

**L**es chiffres sont sans appel : chez les 15-24 ans, les nouvelles infections au VIH explosent. On parle d'une hausse de 41 % en dix ans, et d'une jeunesse qui se fait de moins en moins dépister. Beaucoup pensent que « la pilule suffit », comme si éviter une grossesse réglait tout. Pendant ce temps, les IST progressent, les connaissances reculent, et les idées fausses sur le VIH se multiplient.

Face à ça, on pourrait croire que l'école joue son rôle. Après tout, depuis septembre, un programme national d'éducation à la vie affective, relationnelle et sexuelle (l'EVARS) est enfin entré en vigueur. Il était censé combler 24 ans de retard et rendre effectives les trois séances obligatoires prévues par la loi de 2001. Le tribunal administratif a d'ailleurs condamné l'État pour inaction, ce n'est pas rien !

La réalité est bien différente.

Selon France Info, « moins de 15 % des élèves » bénéficient aujourd'hui de ces séances. Le tribunal administratif a certes considéré que la grande « carence » de l'État appartient au passé, mais les syndicats et associations disent l'inverse : la non-application persiste. Dans de nombreux établissements, les personnels ne savent même pas ce qu'est l'EVARS.

D'autres n'ont pas été formés, faute de moyens.



Dans au moins 18 départements, aucune formation n'a encore été lancée. Et on parle de centaines d'heures de cours à assurer... sans heures supplémentaires, sans remplacements, sans infirmier-es scolaires.

Les chefs d'établissement eux-mêmes alertent : impossible de faire intervenir des associations faute de budgets. Le Planning familial, SOS Homophobie ou Sidaction constatent déjà une baisse des financements locaux.

Et dans le privé ? Le programme officiel est parfois détourné au profit d'enseignements religieux, conservateurs, voire militants, avec des associations non agréées invitées dans le temps scolaire. Là encore, l'absence de contrôle réel ouvre la porte à toutes les dérives. Nous venons pourtant de fêter les 120 ans de la loi de 1905, comme quoi, la laïcité est toujours un combat !

La France a enfin un programme ambitieux, mais pour l'instant il reste sur papier. Pendant ce temps, des jeunes s'exposent au VIH parce que personne ne leur a transmis les bases : consentement, prévention, respect, santé.

Ce qui manque aujourd'hui, ce ne sont pas des lois : ce sont des moyens, du contrôle et de la fermeté face à l'obscurantisme. ✪

**Assan Lakehouli**



Soutenons l'Avant-Garde  
journal des jeunes communistes

dons à envoyer à Avant-Garde  
2 place du Colonel Fabien 75019  
chèque à l'ordre de l'association Paul Langevin

## PCF SOUSCRIPTION (cliquez)

**Cette contribution est essentielle au fonctionnement du PCF et à son intervention dans le débat politique traversé par une large et profonde colère sociale. C'est un enjeu démocratique majeur à l'heure où tout est mis en œuvre pour réduire le débat politique au face à face Macron-Le Pen.**

**Je verse :** ..... Ma remise d'impôt sera de 66% de ce montant

NOM ..... PRÉNOM .....

ADRESSE .....

CODE POSTAL ..... VILLE .....

Chèque à l'ordre de « ANF PCF »  
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19



# La stratégie Trump ou la refondation de l'impérialisme US

**L**a « *Stratégie de sécurité nationale* » publiée par la Maison-Blanche le 4 décembre doit être prise à sa juste mesure : elle dresse les lignes de refondation de l'impérialisme étatsunien, tant dans ses objectifs que dans ses moyens et ses soubassements idéologiques. Il s'agit d'une mise en cohérence globale de ce qui apparaît à la fois dans les discours clés d'orientation (tels celui de J. D. Vance à la conférence de sécurité de Munich le 14 février ou celui de Trump à Riyad le 13 mai) et dans les actions concrètes à l'encontre du droit international (plan Trump au Proche-Orient, militarisation de la mer des Caraïbes, mépris pour l'ONU...).

Le document prend acte d'une réalité dès l'introduction : « Les stratégies américaines depuis la fin de la guerre froide ont échoué ». L'exemple longuement développé de la Chine l'illustre : les USA ont tenté d'intégrer la Chine dans un certain système contrôlé par eux de mondialisation néolibérale et, aujourd'hui, elle est devenue « l'égale » des États-Unis, ce qui est insupportable à ces derniers. Ce constat reprend celui du document de stratégie nationale de 2018, du premier mandat de Trump. Il s'agit donc de refonder l'impérialisme américain en prenant en compte ce changement majeur des rapports de force internationaux. La rupture se fait sur deux éléments importants. Premièrement, la nouvelle doctrine prend acte de la fin du néolibéralisme dans la mondialisation. Jamais ses institutions ne sont citées, comme l'OMC et le G7. Deuxièmement, elle associe les objectifs de l'impérialisme US à de nouveaux objectifs idéologiques qui sont en réalité une rupture avec les compromis sociaux et démocratiques, et les pratiques de pouvoir associés, qui ont émergé après 1945. C'est une sorte de « MAGA global ». La stratégie évoque la lutte contre les migrants comme un objectif majeur et soutient ouvertement les forces d'extrême droite, notamment dans les passages consacrés à l'Europe et à l'Amérique latine. Cela assigne également à l'extrême droite une place centrale dans la recomposi-



tion des rapports de force mondiaux en s'appuyant sur le fait qu'une partie des classes dirigeantes, au niveau international, font tomber les barrières entre droite conservatrice et extrême droite. Le document du 4 décembre n'est donc pas simplement stratégique : c'est un manifeste politique.

Les absences criantes du document sont donc tout à fait logiques : il n'y a aucun mot, ni sur l'ONU, ni sur le respect du droit international, ni sur une quelconque organisation multilatérale. Il ne s'agit pas seulement de piétiner le droit international, mais d'essayer d'y mettre fin. C'est ainsi qu'est saluée l'opération de guerre contre l'Iran de juin 2025. Évidemment, des regroupements comme les BRICS



et l'OCS ne sont pas mentionnés mais les objectifs du document reviennent à tenter de les briser (par exemple en opposant l'Inde à la Chine).

Une fois dressé ce constat, les objectifs de l'impérialisme du XXI<sup>e</sup> siècle sont clairement exposés : il s'agit de contrôler les réseaux au bénéfice du big business US pour assurer la réindustrialisation du pays et la reconstruction du capital US en crise. Ces réseaux sont multiformes : corridors maritimes clés (mer de Chine méridionale, détroit d'Ormuz, mer Rouge), corridors énergétiques, corridors numériques et outils numériques, intelligence artificielle. L'objectif de l'impérialisme US est donc de s'assurer le contrôle de ces corridors clés, que ce soit directement ou indirectement, par une politique de pression contre les peuples par l'arme du dollar et l'outil militaire. C'est ainsi que le « plan Trump » sur le Proche-Orient prend toute sa place. La place de Taiwan occupe également un rôle nouveau longuement développé dans le document. Le fait d'explicitier à quels intérêts précis renvoie cette stratégie illustre également les nouvelles modalités d'accumulation du capital que l'impérialisme US défend et cherche à protéger, d'une part, et les bases matérielles

de la fraction des classes dirigeantes qui portent le projet politique décrit plus haut, d'autre part.

Quatre focus particuliers, dans le cadre de cette stratégie globale, peuvent être dressés :

– Envers l'Amérique latine, les USA s'arrogent un droit d'influence exclusif. C'est la relance de la « doctrine Monroe » et dudit « corollaire Trump » de la doctrine Monroe (référence au « corollaire [Théodore] Roosevelt »). Les gouvernements qui refusent de rentrer dans le rang sont ouvertement menacés.

– Envers l'Europe, le document reprend les poncifs d'extrême droite sur le « grand remplacement ». Cela démontre d'ailleurs à quel point la politique de capitulation et de collaboration des classes dirigeantes européennes envers Washington est dangereuse pour les peuples européens. Il faut noter que c'est le seul endroit où l'OTAN est cité, pour en faire une référence négative. L'OTAN peut être une victime collatérale de la refondation de l'impérialisme US : il est réduit à un instrument de pression sur les États membres pour qu'ils augmentent leurs dépenses militaires. Notons également la place relativement marginale réservée à la Russie, qui n'est considérée uniquement que sous l'angle de la question européenne. Cela a fait réagir à Moscou, alors que la Russie se présente désormais comme ayant un horizon « eurasiatique » (ce qui est l'approche de l'OCS).

– La zone Pacifique est présentée comme le grand sujet de l'impérialisme US pour le 21<sup>e</sup> siècle. La Chine demeure évidemment en ligne de mire. La pression sur la Chine est placée à deux niveaux : sur l'utilisation des outils de la puissance US pour investir et donc contrer les intérêts chi-

nois (un passage particulier est accordé à l'Inde) et sur le contrôle des réseaux maritimes autour de la Chine.

– La zone du Proche et du Moyen-Orient est d'ailleurs également envisagée dans l'optique de la recomposition des rapports de force à l'encontre de la Chine. L'importance stratégique des pays du Golfe, qui ne sont plus uniquement pris sous l'angle de l'exploitation du pétrole, est la clé. Le rôle de la région dans les plans de l'impérialisme US reste fondamental, mais plus pour la même raison. On peut d'ailleurs relever que l'État d'Israël est mentionné uniquement dans cette optique : signer de nouveaux accords d'Abraham afin de stabiliser le contrôle indirect des réseaux stratégiques dans la région avec les pays du Golfe, pour contrer la Chine. Cela illustre les soubassements du plan Trump pour le Proche-Orient.

Ce document appelle à une réponse à la hauteur de la part des forces progressistes, communistes, pour la souveraineté des peuples et des nations comme fondement de coopérations nouvelles pour la sécurité humaine au niveau international. Cette refondation de l'impérialisme notamment étatsunien appelle à une refondation de la solidarité internationale entre les peuples et les organisations qui défendent l'émergence d'un autre ordre du monde, sur la base de la transformation sociale et démocratique, du multilatéralisme, et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, dans le « sud global » mais pas uniquement. Cela implique de s'interroger sur les outils dont nous avons besoin pour ce faire, au niveau européen comme au niveau international. ☺

**Vincent Boulet**

membre du Comité exécutif national  
en charge des relations internationales



2, place du Colonel-Fabien - Paris 19<sup>e</sup>  
COMITÉ DE RÉDACTION : Igor Zamichiei  
(directeur), Amado Lebaube,  
Léna Mons, Kristina Nikolaishvili,  
Rachel Ramadour.

RÉDACTION : Gérard Streiff / Mèl : [communistes@pcf.fr](mailto:communistes@pcf.fr)

RELECTURE : Jacqueline Lamothe

MISE EN PAGES ET MISE EN LIGNE : Zouhair@NAKARA.info

(Tél. : 06 07 99 90 81)

Publication du PCF sous Creative Commons BY-NC-SA

**« Nous voulons faire le choix du salaire plutôt que du RSA, des cotisations plutôt que des exonérations, des impôts plutôt que de la TVA, de la justice fiscale plutôt que de la fraude fiscale »**



**FABIEN ROUSSEL**  
**LE PARTI PRIS**  
**DU TRAVAIL**

**Fabien Roussel**  
Secrétaire national du PCF



**À retrouver dès maintenant  
en librairie ou sur [boutique.pcf.fr](http://boutique.pcf.fr)**

